



Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien

22-28 novembre 2017

Aperçu général

- ▶ Aucune attaque significative n'a été commise au cours de la semaine écoulée.
- ▶ Sur la scène palestinienne interne, des discussions ont eu lieu au Caire entre les organisations palestiniennes ("la réunion des factions"). Des divergences ont été notées entre le Hamas et le Fatah. Le Fatah affirme que jusqu'à présent, **le gouvernement de consensus national palestinien n'a pas reçu le plein pouvoir de la bande de Gaza** et que les organisations locales s'ingèrent dans les affaires ministérielles et dans le système de justice.
- ▶ **Salah al-Bardawil, membre du bureau politique du Hamas**, a déclaré que "la réunion des factions" s'est terminée par une annonce sans valeur et sans mesures concrètes. Le Jihad Islamique Palestinien (JIP) a également exprimé son désaccord suite aux résultats de la réunion.
- ▶ À la lumière de ce qui précède, une délégation de la sécurité égyptienne est arrivée dans la bande de Gaza la semaine dernière. Ses principaux objectifs sont de contrôler le transfert de pouvoir au gouvernement de consensus national et de plébisciter l'accord de réconciliation nationale.

Attaques et tentatives d'attaques

- ▶ **Le 26 novembre 2017** - Des Palestiniens ont ouvert le feu depuis un véhicule en marche sur une position de Tsahal **près de Ramallah**. Aucune victime n'a été signalée (Page Facebook Red Alert, 26 novembre 2017).

Manifestations, émeutes et troubles de l'ordre

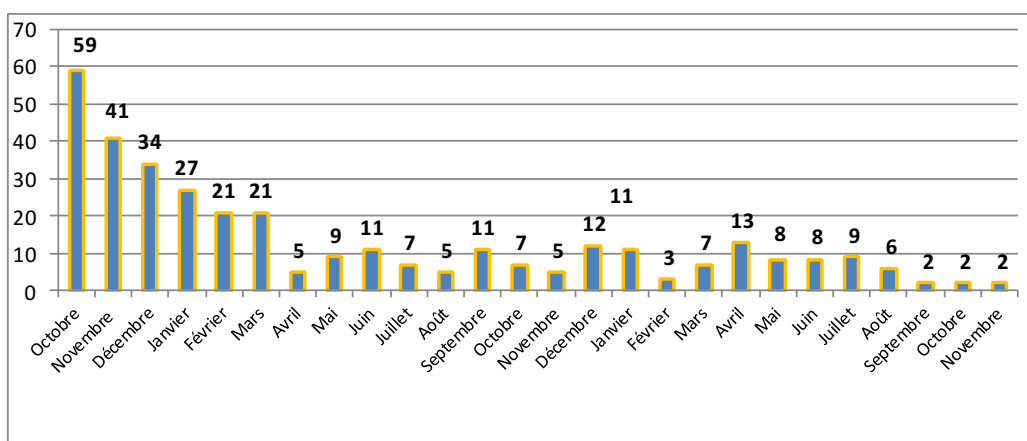
- ▶ La semaine dernière, les Palestiniens ont continué à lancer des pierres et des cocktails Molotov. Ci-après les principaux incidents :
 - ◆ **Le 27 novembre 2017** - Les forces de sécurité israéliennes ont arrêté un Palestinien à un **barrage près du Caveau des Patriarches à Hébron**. Il a été trouvé en possession d'un couteau (Page Facebook Red Alert, 27 novembre 2017).



**Le couteau trouvé en possession du Palestinien près du Caveau des Patriarches à Hébron
(Police israélienne, 27 novembre 2017)**

- ◆ **Le 26 novembre 2017** - Les forces de sécurité israéliennes ont arrêté un Palestinien à un barrage près du Caveau des Patriarches à Hébron. Il a été trouvé en possession d'un couteau (Page Facebook Red Alert, 26 novembre 2017).
- ◆ **Le 25 novembre 2017** - Des Palestiniens ont lancé des pierres sur un véhicule israélien près d'Anata dans la région de Benjamin. Aucune victime n'a été signalée ; la voiture a été endommagée (Page Facebook Red Alert, 25 novembre 2017).

Principaux attentats de l'année écoulée¹



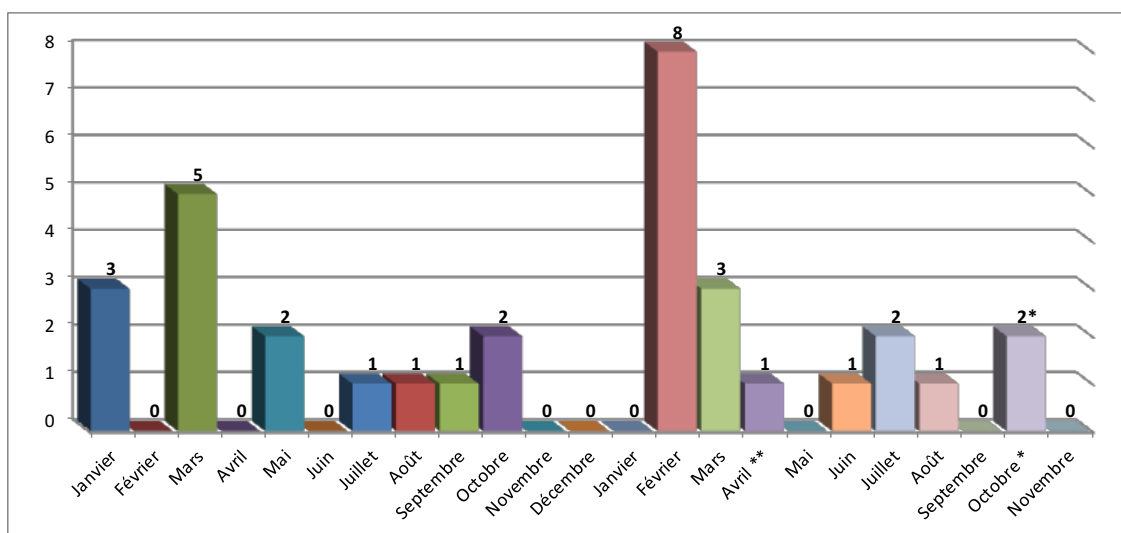
Le Sud d'Israël

Tirs de roquettes sur Israël

- Au cours de la semaine, aucune roquette n'a été tirée en territoire israélien.

¹ Les principales attaques consistent en des fusillades, des attaques à l'arme blanche, à la voiture bélier et la pose d'engins piégés et ne comprennent pas les tirs de pierres et de cocktails Molotov.

Répartition mensuelle des tirs de roquettes

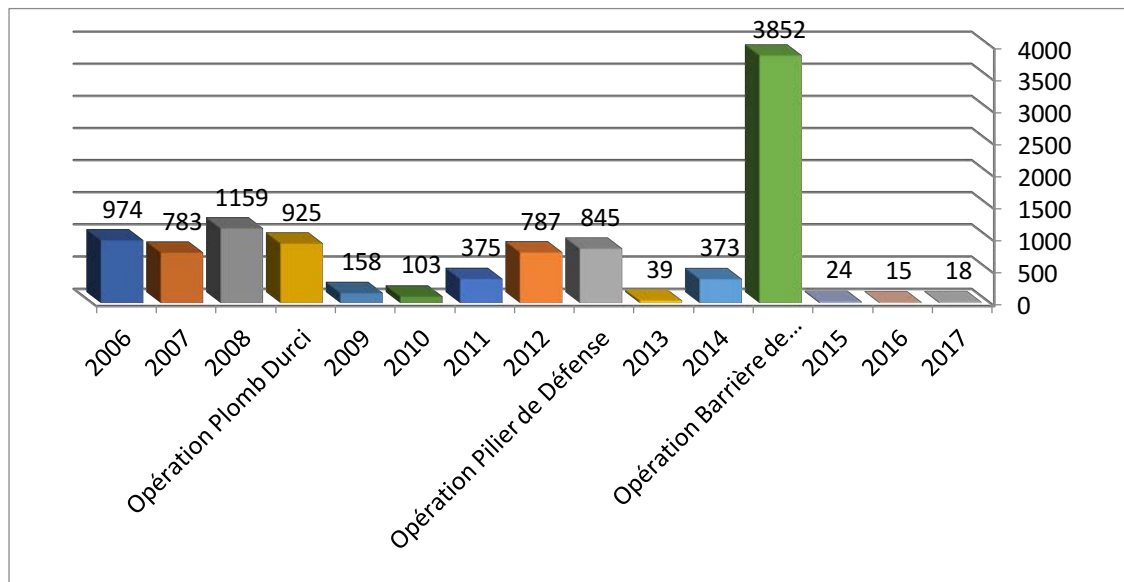


Six des roquettes tirées en Février ont été tirées depuis la Péninsule du Sinaï sur Eilat, apparemment par des membres de la Province du Sinaï de l'Etat islamique.

Au mois d'Avril, une roquette a été tirée de la Péninsule du Sinaï et s'est abattue en territoire israélien. L'engin a été tiré par des membres de la Province du Sinaï de l'Etat islamique.

Au mois d'Octobre 2017, deux roquettes ont été tirées du Nord de la Péninsule du Sinaï par la branche de l'Etat islamique dans le Sinaï. Les engins se sont abattus dans le secteur du Conseil régional d'Eshkol.

Répartition annuelle des tirs de roquettes



La réconciliation palestinienne interne

Arrivée d'une délégation sécuritaire égyptienne dans la bande de Gaza

► Le 25 novembre 2017, une **délégation sécuritaire égyptienne** est entrée dans la bande de Gaza par le terminal d'Erez. Ses membres comprenaient **Khaled Samy, le représentant de l'Égypte à Ramallah et Hamam Abu Zeid, officier des renseignements égyptiens**. La délégation a rencontré **Ziyad Abou Amro, vice-Premier ministre palestinien** et **Yahya al-Sinwar, chef du bureau politique du Hamas dans la bande de Gaza** (Ma'an et compte Twitter Palinfo, 27 novembre 2017). Les objectifs de la délégation sont de surveiller le transfert d'autorité au gouvernement de consensus national palestinien et de plébisciter l'accord de réconciliation nationale.



La délégation égyptienne reçue par Tawfiq Abu Na'im (à droite) à son arrivée dans la bande de Gaza. Abu Na'im est responsable de la sécurité dans la bande de Gaza (Ma'an, 27 novembre 2017)

Communiqué de clôture des pourparlers des organisations palestiniennes au Caire ("la réunion des factions")

► Les 21 et 22 novembre 2017, les représentants des organisations palestiniennes se sont réunis au Caire pour une réunion marathon occasionnellement caractérisée par des tensions. Des représentants de la plupart des organisations ont exigé que Mahmoud Abbas et l'Autorité Palestinienne (AP) **lèvent les sanctions imposées à la bande de Gaza**. Ils ont souligné que la demande n'était pas liée au transfert de l'autorité sur la bande de Gaza à l'AP. D'autre part, **les représentants du Fatah** ont insisté sur la demande que **le**

gouvernement de consensus national reçoive toute autorité sur la bande de Gaza, et ont refusé de lever les sanctions à l'avance (al-Quds, 23 et 24 novembre ; al-Hayat, 22 novembre 2017).

► A la fin des délibérations, une **déclaration commune** a été publiée, marquée par l'absence d'étapes et de calendrier. Ci-après les principaux points de la déclaration (al-Quds al-Arabi, 23 novembre 2017) :

- ◆ **Accent mis sur l'adhésion des organisations à renforcer l'unité nationale** pour le bien de la lutte des Palestiniens afin d'établir un état indépendant. L'État aura Jérusalem comme capitale et la pleine souveraineté sur tous les territoires occupés en 1967. Il permettrait aussi d'assurer le "droit de retour" des réfugiés palestiniens, conformément à la Résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations Unies. En outre, l'annonce a exprimé son **soutien à l'accord de réconciliation Fatah-Hamas**, et a appelé à sa mise en œuvre précise.

- ◆ **Appel à des élections présidentielles, législatives et au Conseil national palestinien, d'ici fin 2018 au plus tard.** L'annonce donne à Mahmoud Abbas autorité pour déterminer la date des élections après consultation avec toutes les factions palestiniennes au pouvoir. L'annonce a également appelé à une plus grande rapidité de réorganisation de l'OLP, le seul représentant légitime du peuple palestinien, conformément à l'Accord du Caire de 2005. Elle souligne l'état de droit et la préservation de la sécurité et de la stabilité en conformité avec l'accord de réconciliation nationale de 2011, et appelle toutes les factions du Conseil législatif palestinien à renouveler l'activité ordinaire du Conseil.

- ◆ **Condamnation des mesures prises par l'administration américaine contre l'OLP à Washington** pour faire pression sur la direction palestinienne d'accepter les demandes des Américains ; objection à des solutions provisoires et **refus de reconnaître Israël comme un État juif et opposition à d'autres programmes qui pourraient nuire aux droits de l'homme des Palestiniens.**

- ◆ Appui aux mesures prises par la direction palestinienne d'adhérer à des institutions et conventions **afin de porter la question des "crimes" d'Israël devant la Cour Pénale Internationale de la Haye ; appui à la décision de continuer à prendre soin des familles des chahids et prisonniers.** Les participants ont convenu de renouveler les délibérations début Février 2018. Leur objectif sera de compléter les mesures

concrètes à mettre en œuvre en conformité avec les dirigeants égyptiens, et de recevoir leur soutien à toutes les mesures prises (al-Quds al-Arabi, 23 novembre 2017).



Clôture de la "réunion des factions" au siège des renseignements égyptiens au Caire (Compte Twitter Qudsn, 21 novembre 2017)

Principales réactions à la "réunion des factions"

► Réactions du Hamas :

◆ **Saleh al-'Arouri, chef adjoint du bureau politique du Hamas et Husam Badran**, membre du bureau politique, ont dit souhaiter que le **transfert d'autorité** au gouvernement le consensus national soit achevé fin Novembre 2017, à temps pour la réunion Hamas-Fatah qui est censée être tenue le 1^{er} décembre 2017. Selon Husam Badran, lors de la réunion, le Hamas a exigé la nomination d'un comité composé de toutes les organisations chargé de surveiller de près la situation. Le Fatah, a-t-il dit, s'y est opposé, puis **l'Égypte a décidé d'envoyer ses propres représentants** (Al-Qods, 24 novembre 2017).

◆ **Salah al-Bardawil**, membre du bureau politique du Hamas, a déclaré que la **réunion s'était terminée par une annonce sans valeur et sans aucune mesure concrète, et que l'annonce de clôture n'était pas claire et ne pourrait pas être mise en œuvre dans un avenir prévisible**. Il a affirmé qu'ils n'avaient **pas été autorisés à discuter du terminal de Rafah**, et que la question dépendait du côté égyptien, qui a ses propres considérations de sécurité. Il a ajouté que Majed Faraj, le chef des renseignements palestiniens, a déclaré au Hamas qu'il y avait des pressions américaines et des menaces d'Israël **d'arrêter le transfert de l'argent des impôts, ce qui complique les progrès du Fatah et de l'AP**. Il a ajouté que les pressions des États-Unis obligeaient l'AP à se soustraire à sa responsabilité de la réconciliation nationale et que la

déclaration finale était floue afin de ne pas engendrer la colère des États-Unis et d'Israël² (Spoutnik, 24 novembre 2017).

◆ **Ziad al-Nakhleh, chef de la délégation du JIP et secrétaire général adjoint de l'organisation** a déclaré, avant de quitter le Caire pour le Liban, qu'il **s'opposait à ce qui avait été écrit dans le texte final** à propos de l'État palestinien. Il a refusé d'être interrogé et avait l'air en colère. De nombreux participants ont indiqué que la délégation du JIP a émis des réserves sur la façon dont certaines questions ont été traitées lors de la réunion (al-Quds, 24 novembre 2017). **Khaled al-Batash, haut responsable du JIP**, a également exprimé son mécontentement suite aux résultats de la réunion, indiquant qu'ils n'étaient **pas suffisants** et ne fournissent pas de solutions aux "aspirations populaires." Toutefois, il a ajouté que la réunion a été un pas dans la direction de la restauration de l'unité, ce qui prendrait du temps, et qu'il est nécessaire d'adhérer à l'accord de réconciliation nationale de 2011 et de lever la "punition" infligée à la bande de Gaza (qods.Press, 24 novembre 2017).

Les responsables du Fatah affirment que le gouvernement de consensus national n'a pas reçu toute l'autorité de la bande de Gaza

► Après "la réunion des factions", des responsables du Fatah ont indiqué que **le gouvernement de consensus national n'a pas reçu toute autorité sur la bande de Gaza**. **Azzam al-Ahmed, membre du Comité central du Fatah**, a largement fait référence au sujet. Ci-après ses principales remarques :

- ◆ Le gouvernement pourra débiter ses opérations dans la bande de Gaza après que les différentes organisations, qui n'ont aucun lien avec le gouvernement, lui **permettront d'opérer et n'interféreront pas avec le fonctionnement des ministères, des autorités et du système judiciaire**. Malgré le fait que le Hamas a dissous son "comité de gestion", **un "gouvernement parallèle" existe encore dans la bande de Gaza**, qui veut contrôler les ministres et qui rejette catégoriquement le Fatah (Arabi21, 24 novembre 2017).
- ◆ Dans une interview à la radio dans la bande de Gaza, Azzam al-Ahmed a déclaré que les problèmes auxquels fait face le gouvernement de consensus national dans la bande de Gaza se manifestent par son incapacité à diriger les ministères et les institutions de

² Salah al-Bardawil a plus tard a publié une annonce dans laquelle il s'est excusé de ses "remarques émotionnelles", affirmant qu'elles avaient été enregistrées en secret et qu'il avait parlé de la première annonce et non pas de la finale (Arabi21, 23 novembre 2017).

la bande de Gaza. Il a déclaré que plusieurs ministres avaient pris des décisions mais que **des personnalités importantes de la bande de Gaza empêchent leur mise en œuvre**, affirmant que la source de leur autorité n'est pas claire. Il a précisé que les factions avaient convenu à la réunion que le gouvernement aurait le contrôle de la bande de Gaza, comme chaque gouvernement légal agit dans chaque pays du monde. Il a ajouté qu'il y avait un **gouvernement parallèle fonctionnant dans la bande de Gaza, et a demandé à chacun de soutenir le gouvernement de consensus national dans l'exercice de ses fonctions.**

◆ Azzam al-Ahmed a ajouté que la question de la crise de l'électricité dans la bande de Gaza avait été discutée pendant cinq heures à la réunion et que tous les participants s'étaient mis d'accord sur le fait que le **gouvernement ne sera pas en mesure de fournir de services avant le transfert des pouvoirs.** Il a déclaré que Mahmoud Abbas avait ordonné que 100 dunams [environ 25 acres] de la bande de Gaza soient transférés à la compagnie électrique afin de **construire une nouvelle centrale électrique**, et a précisé que l'autorité de l'eau a commencé la construction d'une **usine de dessalement.** En ce qui concerne le terminal de Rafah, il a déclaré que la **décision de l'ouvrir dépendait de l'Égypte** et était motivée par des considérations de sécurité égyptiennes. En ce qui concerne **les "armes de la résistance,"** il a dit qu'il **n'y avait pas "d'armes de la résistance" ni "d'armes de l'Autorité Palestinienne," mais seulement une autorité et une seule arme palestinienne.** Il a ajouté que la **question de la sécurité est complexe et n'avait pas été soulevée à la réunion** (Radio Sawt Al-Qods, al-Qods et pssawa, 23 novembre 2017).

► **Ci-après d'autres déclarations de responsables du Fatah :**

◆ **Mahmoud al-'Alul**, vice-président du Fatah, a dit à Radio Palestine après la réunion que les mesures prises dans la bande de Gaza jusqu'à présent pour transférer l'autorité au gouvernement de consensus national **n'étaient pas essentielles et n'étaient que de mesures de procédure.** Il a déclaré qu'une réunion du Comité central du Fatah a noté que **les premières étapes de la réconciliation nationale n'avaient pas encore été achevées**, soit les premières étapes relatives au transfert de pouvoir au gouvernement de consensus national, **y compris la question des postes frontières.** Il a ajouté que le Fatah avait décidé que les mesures devaient être terminées dans

l'ordre, et qu'une autre **tentative devait être faite pour achever le transfert des pouvoirs au gouvernement dans la bande de Gaza** (al-Quds, 26 novembre 2017).

◆ **Hussein al-Sheikh**, membre du Comité central du Fatah, a été interviewé par la télévision palestinienne et a déclaré que **le transfert des pouvoirs au gouvernement dans la bande de Gaza était en retard sur le calendrier, et qu'à ce jour, seulement 5 % de ce processus a été achevé**. Il dit qu'il y a des **contraintes administratives, financières et des problèmes de sécurité**. En ce qui concerne l'administration, il a précisé être **opposé à l'emploi des employés qui ont travaillé dans les ministères avant 2007**, malgré le fait que ceci a été clairement précisé dans l'accord de réconciliation signé le 12 octobre. **Concernant les finances**, jusqu'à présent, il a dit, il n'y a pas eu de collecte des impôts sérieuse et efficace par le gouvernement de consensus national. En ce qui concerne **la sécurité**, aucun progrès n'a été fait dans la bande de Gaza et il n'y a pas eu de transfert d'autorité sur les frontières parce qu'il n'y a pas de sécurité. Au sujet des déclarations du Hamas concernant "**les armes de la résistance**", al-Cheikh a affirmé que **les armes ne sont pas la question d'une organisation ou d'une faction, parce qu'il n'y aura qu'un seul ensemble d'armes, une seule autorité et une seule loi** (Wafa et Ma'an, 26 novembre 2017).

Réactions du Hamas aux accusations du Fatah

► Le 27 novembre 2017, **Khalil al-Haya, membre du bureau politique du Hamas**, a organisé une conférence de presse où il a de nouveau **critiqué le Fatah pour continuer à discuter du transfert de pouvoirs au gouvernement de consensus national**. Ses principaux points sont les suivants :

◆ Les déclarations de responsables du Fatah au cours de ces deux derniers jours ne sont pas encourageantes et montrent qu'il y a des acteurs qui **s'opposent à la réconciliation**. Il a dit que le Hamas n'était pas désolé pour ce qu'il avait fait pour le bien de la réconciliation nationale et il continuera sur la même voie. Il a appelé tout le monde à discuter à nouveau de la réconciliation et de l'unité, et a appelé le Fatah à ne pas céder à la pression. Concernant les travailleurs employés dans le secteur public, il a dit qu'il avait été convenu avec le Fatah que le sujet des travailleurs civils serait traité par la nomination d'un comité de trois membres de la bande de Gaza et ses décisions seraient prises par consensus. Il a ajouté que le gouvernement, après 40 jours de

retards et d'atermoiements, n'avait pas inclus les membres de la bande de Gaza dans le comité. Il a appelé le comité à commencer ses travaux.

◆ Khalil al-Haya, concernant les employés du secteur public qui ont été nommés depuis 2006, a déclaré que la poursuite de leur emploi était une ligne rouge pour le Hamas. Il a dit qu'ils avaient des droits juridiques que personne ne pouvait ignorer. Il a exigé que **tout le monde arrête de parler des "armes de la résistance", ajoutant que la question n'était pas "une ligne rouge" mais "toutes les lignes rouges ensemble."** Il a de nouveau insisté pour que les **armes de la "résistance" ne souffrent pas et que la question n'était pas à l'ordre du jour. Les armes, a-t-il affirmé, sont une source de pouvoir pour les Palestiniens, et seront déplacées vers la Cisjordanie pour combattre l'occupation jusqu'à sa fin. Il a ajouté que "nos armes sont dans nos mains. Soit nous libérons la Palestine avec soit nous mourrons avec"** (Site internet du Hamas et Palinfo, 27 novembre 2017).



Khalil al-Haya, membre du bureau politique du Hamas (centre), lors d'une conférence de presse dans la bande de Gaza au sujet de la réconciliation palestinienne interne et de la dernière série de pourparlers au Caire (Compte Twitter Palinfo, 27 novembre 2017)



Droite : Caricature critiquant Mahmoud Abbas et le Hamas pour le retard dans la mise en œuvre de l'accord de réconciliation dans la bande de Gaza, tandis que les Gazaouites continuent de souffrir. En arabe on peut lire : "Je ne suis pas pressé," et "Moi non plus..." (Page Facebook d'Isma'il al-Bazam, 21 novembre 2017). Gauche : Mahmoud Abbas est fort lorsqu'il s'agit de pourparlers de réconciliation avec le Hamas, mais faible dans les négociations avec Israël (Page Facebook d'Alaa' al-Lakta, 24 novembre 2017)

La bande de Gaza

Contrebande de matériaux de fabrication d'explosifs déjouée

► Le 22 novembre 2017, le ministère israélien de la Défense a annoncé qu'un nouveau laboratoire chimique établi par l'autorité des terminaux au terminal de Kerem Shalom avait, pour la première fois, empêché l'introduction clandestine de **plusieurs tonnes de matériaux destinés à la fabrication d'explosifs** dans la bande de Gaza. Un camion transportant une cargaison d'huile de moteur a suscité la suspicion des inspecteurs de sécurité. Des échantillons d'huile ont été testés en laboratoire et ont été identifiés comme une **dangereuse substance** utilisée dans la fabrication d'explosifs (Compte Twitter du ministère israélien de la défense et Ynet, 22 novembre 2017).



Explosifs saisis à Kerem Shalom (Porte-parole du ministère de la défense, 22 novembre 2017)

Arrestation d'un membre du Hamas qui avait franchi la barrière de sécurité

► Fin Septembre 2017, **Ahmed Majdi Mohammed Obeid**, 23 ans, a été arrêté alors qu'il traversait la barrière de sécurité en territoire israélien. **Ahmed Obeid est un terroriste du Hamas** du camp de réfugiés de Shuafat à l'Est de la ville de Gaza. L'interrogatoire a révélé qu'il a été recruté pour le Hamas en 2013. Il a suivi une formation militaire et a participé à des exercices militaires dans les domaines des armes anti-char, de l'ingénierie et des tirs embusqués. Il a creusé des tunnels près de l'endroit où il a vécu et était membre de la force de "retenue" du Hamas (chargée de la sécurité des frontières). Son interrogatoire a révélé de nombreuses informations sur les activités du système des tunnels du Hamas dans la bande de Gaza. L'interrogatoire d'Ahmed Obeid a permis une nouvelle fois de révéler l'importance des tunnels du Hamas pour mener des attaques terroristes contre Israël (Site Internet des services de sécurité générale, 23 novembre 2017).



Ahmed Obeid, le détenu du Hamas
(Site Internet des services de sécurité générale, 23 novembre 2017)

Réactions palestiniennes à l'attaque dans le Sinai

► Le 24 novembre 2017, une attaque de masse a été effectuée dans une mosquée soufie dans le village d'al-Rawda dans la région de Bir al-Abd (environ 80 kilomètres à l'Ouest d'El-Arish). Il s'agit de l'attaque terroriste la plus meurtrière dans l'histoire de l'Égypte, qui a fait 305 victimes. L'attaque a été largement condamnée par **l'ensemble du spectre politique palestinien** :

- ◆ **L'Autorité Palestinienne** : Le cabinet de Mahmoud Abbas a publié une déclaration condamnant l'attaque et annonçant le soutien palestinien à l'Égypte, à son gouvernement et à son peuple dans sa lutte contre le terrorisme (Wafa, 24 novembre 2017).

◆ **Le Hamas** : le Hamas a publié une déclaration condamnant l'attaque. Il a dit que s'attaquer à des mosquées, des fidèles et des sanctuaires était en violation de toute religion monothéiste et de toutes valeurs humaines (Site Internet du Hamas, 24 novembre 2017). **Ismail Haniyeh**, président du bureau politique du Hamas, a appelé le chef des renseignements égyptiens pour exprimer ses condoléances (Site Internet du Hamas, 24 novembre 2017).

◆ **Le JIP** : **Da'ud Shehab**, porte-parole du JIP, a publié une déclaration condamnant l'attaque, qui sert les "ennemis sionistes de la nation [arabe]" (Arabi21, 24 novembre 2017).

◆ **La bande de Gaza** : Les membres de la tribu al-Sawarka, à laquelle la plupart des victimes de l'attaque de la mosquée appartenaient, ont érigé deux tentes de deuil, et le 26 novembre 2017, les forces nationales et islamiques dans la bande de Gaza ont érigé une tente de deuil sur la place du Soldat inconnu dans la ville de Gaza. En outre, une collecte de sang a été organisée pour les blessés (Ma'an et al-Sharq al-Awsat, 26 novembre 2017).



Droite : La tribu Al-Sawarka en deuil dans la bande de Gaza (Safa, 25 novembre 2017). Gauche : Collecte de sang dans la bande de Gaza pour les victimes de l'attaque (Compte Twitter Qudsn, 25 novembre 2017)



Droite : Manifestation de solidarité avec l'Égypte à Naplouse avec la participation d'Akram Rajoub, le gouverneur du district de Naplouse (Wafa, 26 novembre 2017). Gauche : Tente de deuil dressée sur la place du Soldat inconnu dans la ville de Gaza (Site Internet Qawm, 26 novembre 2017)

L'Autorité Palestinienne

Les Etats-Unis reviennent sur leur intention de fermer la représentation de l'OLP à Washington

► Le 17 novembre 2017, les États-Unis ont annoncé leur intention de fermer le bureau de l'OLP à Washington à la suite d'une tentative palestinienne de poursuivre les Israéliens auprès de la Cour pénale internationale (CPI) de la Haye. La mise en œuvre de la décision a été retardée, selon les Américains, à la suite d'une clarification de la question entre les Etats-Unis et les Palestiniens. **Le 24 novembre 2017, le Département d'Etat américain a annoncé son intention de revenir sur sa décision de fermer le bureau**, et de lui permettre de demeurer ouvert, avec certaines limitations. Edgar Vasquez, porte-parole du Département d'État, a déclaré que les Etats-Unis avaient demandé au bureau de l'OLP de limiter ses activités à celles liées à la réalisation d'une paix globale et durable entre Israéliens et Palestiniens. Il a ajouté que ces restrictions seront levées après 90 jours si les États-Unis déterminent que les Israéliens et les Palestiniens sont engagés dans des pourparlers de paix. Vasquez a affirmé que l'intention d'origine n'a jamais été de créer un effet de levier ou d'imposer de la pression, mais que la clôture de la mission découle d'une disposition de la loi américaine. Il a dit que les actions étaient "compatibles avec les autorités du Président pour mener les relations étrangères des Etats-Unis" (Washington Post, 25 novembre 2017).

► **Des sources palestiniennes** ont déclaré au journal basé à Londres al-Sharq al-Awsat que **la pression des États arabes et des négociations menées par le leadership de l'AP ont conduit l'administration américaine à annuler sa décision de fermer le bureau de l'OLP à Washington** (al-Sharq al-Awsat, 26 novembre 2017).